

# Pour le PS, le dilemme face à la censure prend les allures d'un piège

Faire tomber ou pas le gouvernement : quelle que soit l'option choisie par les députés socialistes, le parti risque de ressortir affaibli

Censurer ou ne pas censurer le gouvernement de François Bayrou, telle est la question pour les socialistes. A l'issue de la commission mixte paritaire, qui a finalisé, vendredi 31 janvier, le projet de loi finances 2025, le Parti socialiste (PS) ne s'est pas prononcé sur l'attitude à tenir, alors que le premier ministre a déjà annoncé qu'il activerait l'article 49.3 de la Constitution, qui permet de faire passer un texte sans vote. Pour le parti à la rose, ce dilemme prend les allures d'un piège, dont il pourrait, quelle que soit l'option choisie, ressortir abîmé. L'ancien premier ministre Lionel Jospin (1997-2002) a même appelé, samedi, dans l'émission « C l'hebdéo » sur France 5, « les socialistes » et « l'ensemble des forces de gauche à ne pas voter la cen-

sure ». « [Ce] ne serait pas responsable », a tancé cette figure tutélaire du PS. De quoi encore accentuer la pression sur les députés.

« Quel que soit son choix, le PS va mécontenter une partie des électeurs dans des proportions assez comparables », résume Jean-Yves Dormagen, professeur de sciences politiques à l'université de Montpellier. Principale difficulté, la physionomie de son électorat, partagé entre une gauche modérée qui souhaite des compromis, et l'autre, plus radicale, en ligne avec le Nouveau Front populaire (NFP).

Lors de l'élection européenne de 2024, c'est l'addition de ces deux franges qui avait hissé la liste de Raphaël Glucksmann, soutenue par le PS, en tête de la gauche avec 13,8 % des voix. L'exploit ne s'était pas renouvelé au moment des

élections législatives de l'été 2024, où les plus modérés avaient préféré les candidats de Renaissance à ceux du NFP, en raison « des marqueurs "insoumis" comme le smic à 1600 euros, la retraite à 60 ans, l'omniprésence de Jean-Luc Mélenchon [le leader de la France insoumise, LFI] et la présence de Rima Hassan [eurodéputée LFI et juriste franco-palestinienne] », ajoute M. Dormagen.

## Sentiments contraires

Dans les circonscriptions rurales ou éloignées des grandes métropoles, la censure du gouvernement de Michel Barnier, fin 2024, a laissé un goût amer. C'est, en tout cas, ce qu'ont ressenti plusieurs parlementaires socialistes lors des cérémonies de vœux en début d'année, où notables et élus

locaux les ont appelés à la responsabilité et ont salué leur désir de compromis.

Les électeurs, eux, sont traversés de sentiments contraires, nourrissant à la fois un rejet d'Emmanuel Macron, sans pour autant vouloir faire tomber François Bayrou. « Dans le cercle militant et élu, on a tendance à penser qu'il faut justifier la non-censure... Mais pour beaucoup de gens, c'est le contraire : il faut justifier la censure. Il faut l'avoir à l'esprit dans notre discours », admet l'eurodéputé écologiste David Cormand, dont le parti devrait de nouveau sanctionner le gouvernement. « Il y a un schisme assez net entre le peuple militant urbain et la grande masse des gens qui nous [demande] d'arrêter ce cirque et de nous mettre autour de la table », a corroboré dimanche,

sur X, le député PS de l'Eure Philippe Brun, en réponse à François Ruffin, député (ex-LFI) de la Somme, qui accuse les socialistes d'avoir « perdu leur boussole ».

A l'inverse, une partie de l'électorat du PS veut réancrer le parti à gauche, et ranimer l'alliance avec les écologistes, le Parti communiste et LFI, même si les relations avec ces derniers sont devenues exécrables. La jeune garde que le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, a fait émerger s'est construite dans l'après-François Hollande, dont le mandat (2012-2017) reste, pour une partie de la gauche, celui des renoncements.

En faisant campagne pour la non-censure, l'ex-chef de l'Etat a raidi leur position. « Pour François Hollande, la modernité du socialisme, c'était le libéralisme. Nous

faisons un bilan critique de son quinquennat », explique le jeune sénateur de l'Oise Alexandre Ouzille, qui plaide pour la censure.

Les socialistes sont donc sur une ligne de crête : s'ils apparaissent trop associés aux macronistes, ils risquent de nouveau de passer pour des « traîtres ». « En ne censurant pas, le PS se met en porte-à-faux avec la majorité des électeurs du NFP et va redonner de l'oxygène à Jean-Luc Mélenchon », conclut M. Dormagen. Avec, à la clé, une fuite de l'électorat vers les écologistes ou LFI. Au contraire, s'il censure, le PS donnera l'impression que M. Mélenchon, qui n'a cessé de conspuer la stratégie du compromis, avait raison. A quelques jours du vote crucial, l'équation apparaît quasiment insoluble. ■

SANDRINE CASSINI